



Rôles des mouvements sociaux dans l'inclusion des musulmans en Belgique

Lisa Bosser

© Une analyse de l'IRFAM, Liège, 2020 – 14

L'année 2020 marque le 56^e anniversaire des accords bilatéraux belges avec le Maroc et la Turquie qui ont entraîné des migrations massives de travailleurs. Ces deux communautés représentent la plus grande partie des musulmans de Belgique (Timmerman et coll., 2017). Selon [ENAR](#), la proportion de musulmans est estimée à environ 6 % de la population totale du royaume qui reconnaît, en 1974, l'islam, parmi d'autres cultes et la laïcité organisée (Touag, 2017). Toutefois, depuis les années 80, la diversité culturelle et religieuse est, en Belgique, une source d'anxiété sociale et de stigmatisation. On assiste à l'identification diffuse des musulmans en tant que « l'Autre » culturel et religieux (Mescoli, 2019). Une telle situation a pour conséquence l'exclusion de cette population dans différentes sphères de la société, comme l'emploi et la formation. Par exemple, le 4 juin 2020, la [Cour constitutionnelle](#) belge rend une décision faisant franchir un pas supplémentaire à cette discrimination structurelle : les établissements d'enseignement supérieur peuvent désormais interdire le port du foulard à leurs étudiantes. La Belgique est l'un des seuls pays au monde à avoir adopté une telle posture concernant des personnes adultes. Toutefois, des mouvements sociaux s'y développent prônant un changement vis-à-vis de ces exclusions. Par exemple, la décision juridique mentionnée a relancé la critique, notamment portée par les hashtags [#hijabifightback](#) et [#toucheapasamesetudes](#).

Comment est-il possible que la Belgique puisse se livrer à une telle discrimination ? Quelle est la place des musulmans dans la société belge ? Qu'est-ce qui empêche leur pleine reconnaissance ? Dans ce contexte, quel est le rôle des mouvements sociaux dans l'inclusion des musulmans ? Quelles initiatives entreprennent-ils, notamment dans le domaine de la formation et de l'emploi ? Quels sont les défis auxquels ils sont confrontés, avec quels impacts ? La présente analyse vise à répondre à ces questions et à mettre en lumière le rôle des mouvements sociaux, notamment organisés par des citoyens entre autres musulmans, pour la construction d'une société plus inclusive. La démarche exploratoire se base sur neuf entretiens approfondis menés auprès de responsables et membres (h/f) de trois mouvements actifs dans le domaine.

Le racisme anti-migrant et anti-musulman en tant que phénomène européen

Au cours des trois dernières décennies, une augmentation du racisme anti-migrant est perceptible dans toute l'Europe, alors que l'islamophobie est devenue un phénomène structurel à partir des attentats du 11 septembre 2001 (Manço, 2004). Pour bien situer ce phénomène, il est important de noter que les migrants musulmans représentent la plus nombreuse et la plus enracinée des populations non européennes installées dans l'UE (Perocco, 2018). Les vagues de réfugiés qui y arrivent depuis 2015 sont aussi principalement originaires de pays musulmans en guerre. Les communautés musulmanes constituent également le groupe immigré le mieux organisé en Europe revendiquant une meilleure reconnaissance de leur identité et le respect de leurs origines (Louati, 2015).

Les moteurs de l'islamophobie que cette population subit sont, d'une part, l'influence croissante des mouvements nationalistes, populistes et d'extrême droite, dans l'ensemble de l'Europe, et, d'autre part, l'emprise de certains médias et de leurs discours stigmatisants (Frigoli et Ivaldi, 2017). Les partis d'extrême droite ont en commun leurs idéologies anti-immigration et anti-islam. Parallèlement, ces vingt dernières années, à la suite d'attaques terroristes, les musulmans ont été soumis à une forte médiatisation, le travail de certains médias ayant souvent donné lieu à une stigmatisation des communautés concernées. Les récits récurrents sont « l'invasion », « la différence irréductible », « la radicalisation », « la condition féminine », etc. (Perocco, 2018). Selon Zemni (2011), les principaux débats liés aux « traditions islamiques » (abattage rituel, foulard, le jeûne du ramadan, etc.) ont favorisé l'exclusion socioculturelle de cette communauté, ce qui a souvent été suivi de politiques restrictives en ces matières. Le vocabulaire qui désigne l'Autre est ainsi passé du « travailleur immigré » au « musulman », et de là à « intégriste » ou au « terroriste potentiel », le biais étant placé sur l'identité religieuse, plutôt que sur la place socio-économique occupée par les populations issues des migrations, dans les sociétés où elles vivent (Allievi, 2005). Aussi, les musulmans ont été classés comme membres d'une minorité rétrograde et doublement désavantagés, à la fois comme étrangers et comme musulmans. Cela a conduit à différents types d'exclusions dans des domaines tels que l'éducation, le travail ou le logement (Perocco, 2018).

L'exclusion sociale des musulmans dans la société belge

L'exclusion sociale est définie, selon les [Nations Unies](#), comme un état dans lequel les individus sont incapables de participer pleinement à la vie économique, sociale, politique et culturelle. La population de culture musulmane en Belgique, principalement constituée de personnes issues de l'immigration ouvrière originaire du Maghreb et de la Turquie, fait l'objet de nombreuses exclusions et stigmatisations de classe, indépendamment de l'orientation philosophique ou de l'observance des rites religieux des personnes qui la constituent. Les travaux scientifiques invitent depuis deux décennies (Manço, 2000 ; Brems, 2020) à prendre conscience de l'islamophobie qui transparaît dans les attitudes de certains responsables politiques et professionnels du monde éducatif, socioculturel, juridique et médiatique, ainsi qu'acteurs du marché de l'emploi. Les musulmans apparaissent ainsi, au mieux, comme des personnes « à sauver » de l'obscurantisme religieux et de l'oppression communautaire, au pire et de plus en plus, comme des « ennemis de l'intérieur ». Pourtant, l'observation sociologique montre comment ces immigrés et, désormais, leurs enfants et petits-enfants tentent de prendre appui à la fois sur des solidarités communautaires et des opportunités offertes par la société belge (Manço, 2009).

Pourtant, d'après le [Monitoring socio-économique belge](#) (2019), la discrimination structurelle réduit les possibilités d'emploi et divise le marché du travail belge en diverses couches hermétiques : les personnes d'origine étrangère (jusqu'à la troisième génération...) occupent plus souvent des emplois peu rémunérés et précaires. Ce groupe est saturé par des travailleurs issus de l'immigration, entre autres, maghrébine et turque, concentrés dans les grandes villes du pays et marqué par une disqualification scolaire. Plus spécifiquement, selon le rapport 2019 du Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique ([CCIB](#)), annuellement, 80 actes islamophobes sont signalés dans ce pays. Ils concernent des femmes dans 90 % des cas. Constat alarmant : 44 % de ces actes sont commis par des institutions ou des services publics. Pour [UNIA](#), 90 % des plaintes concernant des discriminations fondées sur la religion impliquent, en 2016, des musulmans, et une partie importante de ces plaintes portant sur la discrimination liée au port du foulard. Il convient, en outre, de noter qu'en 2018, l'Agence européenne des droits fondamentaux ([FRA](#)) interpelle la Belgique pour son manque de mécanismes de signalement et pour sa sous-déclaration des discriminations et des crimes haineux qui s'y produisent. L'exclusion sociale des populations musulmanes de Belgique touche ainsi à de nombreux domaines (Bossier, 2020), de l'éducation à l'emploi, en passant par le logement, la représentation politique, voire l'exercice de la religion elle-même (notamment, financement inégal des cultes, interdits dans le domaine de l'abattage rituel, etc.), ainsi que diverses restrictions au niveau des loisirs (débats autour des heures réservées aux femmes et du « burkini » dans les [piscines publiques](#)). De plus, force est de constater que la plupart de ces discriminations impactent d'abord les femmes, parmi les musulmans (Šeta, 2016).

Autonomie, émancipation et changement sociétal

Malgré l'enracinement de ces discriminations, il s'agit de considérer également le rôle des mouvements sociaux dans la création d'initiatives citoyennes d'autonomisation et d'émancipation. Selon Thomas et Pierson (1995), l'autonomisation de groupes discriminés renvoie à la manière dont ces individus peuvent renforcer la maîtrise collective qu'ils ont sur leur vie. Pour Thompson (2003), il existe une relation entre autonomisation et changement social. L'objectif est d'accroître le pouvoir personnel, culturel et structurel afin que les individus et les groupes puissent agir et améliorer leur situation. Les pratiques émancipatrices contribuent à libérer les individus des discriminations, des stéréotypes culturels, des structures d'inégalité, des rapports sociaux de domination, ainsi que de mécanismes qui limitent leurs opportunités. Ces pratiques prennent généralement la forme de réponses collectives et visent à s'attaquer aux problèmes de société en remettant en question les idéologies dominantes et le fonctionnement discriminant de la société.

Afin de comprendre le rôle et les stratégies émancipatrices des mouvements sociaux dans l'inclusion des musulmans en Belgique, trois mouvements basés à Bruxelles ont été sélectionnés en guise d'échantillon : [Ras-El-Hanout](#), un collectif de théâtre-action qui tire son nom d'un mélange d'épices maghrébines, [LEAD](#), « Les Entrepreneurs Actifs de la Diversité », et le [CCIB](#), déjà mentionné. Chacun des mouvements entreprend différentes pratiques d'autonomisation afin de renforcer la participation active des musulmans dans la société belge.

Le principal objectif du [CCIB](#) est de soutenir concrètement les musulmans victimes de discriminations dans le secteur de l'éducation et de l'emploi. Le but est de mettre les victimes de discriminations — et en particulier les femmes — dans une position d'acteurs de la société. Ainsi, le [CCIB](#) propose à ces personnes des outils afin de contribuer à dépasser leur problème : médiation, action en justice, formation, écoute active, etc. Le [CCIB](#) travaille ainsi de manière rapprochée avec des institutions telles qu'[UNIA](#), centre interfédéral pour l'égalité des chances et multiplie les analyses afin de sensibiliser la population générale.

LEAD a initialement été créée pour répondre aux aspirations des professionnels et des entrepreneurs issus des communautés musulmanes de Belgique. L'objectif de l'association est de développer un écosystème de lutte contre la discrimination dans le domaine professionnel et économique, en veillant à ce que les individus issus de communautés musulmanes ou, plus globalement, issues des migrations, ne soient pas seulement perçus sous cet angle identitaire, mais soient aussi considérés comme des acteurs qui œuvrent pour le bien de tous au sein de la société belge. LEAD travaille activement avec différents ministères et administrations, principalement sur des questions socio-économiques, et y représente la voix des communautés musulmanes et immigrées. De manière pratique, LEAD est un réseau d'entrepreneurs et de professionnels qualifiés proposant diverses opportunités à ses membres, mais s'engage également dans des projets sociaux et éducatifs plus larges.

Ras-El-Hanout, enfin, est un espace d'expression et de sensibilisation aux problèmes sociétaux en lien avec la diversité culturelle. Le collectif propose des activités créatives à divers publics et réalise des pièces de théâtre. À travers ces productions, il s'agit de diffuser une critique sociale et donner accès à la culture et à l'expression au plus grand nombre. Ainsi, une des pièces récemment mises en scène, *« Chuut... »*, donne la parole aux femmes musulmanes qui, selon un des représentants du collectif sont *« hyper présentes dans le débat en tant qu'objets, mais totalement absentes en tant que sujets »*. La pièce vise par une approche humoristique à montrer la diversité des femmes musulmanes et des façons dont elles envisagent leur vie.

Difficultés et stratégies de contournement

Malgré leur dynamisme ces mouvements sont eux-mêmes confrontés à des blocages politiques et institutionnels, lorsqu'ils cherchent à transformer les dynamiques sociétales inégalitaires. Selon les interlocuteurs, ces difficultés se traduisent notamment par la diffusion, à leur égard, de discours biaisés. Les médias sont un facteur important à ce niveau, car ils redistribuent certains stéréotypes et récits sur les musulmans qui ne reflètent pas la réalité de la majorité d'entre eux. On assisterait ainsi à la construction d'un « problème musulman », ainsi que la création d'une opinion négative généralisée sur cette population. Ce problème est surtout ressenti par le CCIB, car s'occupant directement des situations de discrimination rencontrées par des citoyens musulmans. Un autre type de difficulté, mentionné à plusieurs reprises au cours des entretiens, est le manque de représentativité des musulmans au niveau décisionnel. Quel que soit le levier sociopolitique considéré, le poids des représentants musulmans apparaît comme faible et ne reflète pas toujours la diversité de ce groupe. Un exemple venant d'un responsable de LEAD est éclairant : *« si un entrepreneur sur deux est d'origine étrangère dans la région bruxelloise, ils restent sous-représentés dans les structures corporatistes »*.

Plus ancrés encore que les blocages politiques, les obstacles culturels impliquent des normes, des croyances et des clichés empêchant l'acceptation de la diversité au sein d'une société. Ils peuvent être encouragés par certaines postures politiques. Selon un membre du CCIB, l'une des principales difficultés de communication reste la méfiance envers les modes de vie et les représentations du monde des musulmans. Cette défiance se fait constamment ressentir sous la forme, par exemple, d'une injonction diffuse à se justifier face à des actes terroristes pourtant étrangers au quotidien de l'immense majorité des musulmans, des actes dont ces personnes sont les victimes tout autant que les autres citoyens. Dans sa forme la plus générale, cette injonction va jusqu'à exiger régulièrement des « preuves d'intégration sociale » à des citoyens qui ont toujours vécu et travaillé en Belgique. Le président de LEAD mentionne, en outre, que certains sujets, même techniques, concernant la finance, par exemple, peuvent mener à des fins de non-recevoir parce qu'une partie de l'argumentation est d'inspiration islamique. *« Une dimension émotionnelle »* surgirait et ferait blocage, sans même considérer le potentiel objectif de telles approches pour l'économie en général. Le président de Ras-El-Hanout, quant à lui, relève également le fait qu'une structure culturelle gérée par des personnes d'origine étrangère soit *de facto* moins attirante pour un public généraliste. Ces témoignages redondants révèlent à tout le moins les contradictions de la société belge qui, d'une part, n'intègre pas une part d'elle-même, pourtant suffisamment nombreuse et historiquement ancrée, et, d'autre part, reste en retrait de ses propres valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité pourtant brandies à chaque occasion. Afin de surmonter ces freins politiques et culturels, les mouvements sociaux luttant pour l'inclusion des musulmans au sein de la société belge proposent diverses stratégies qu'illustrent leurs activités.

Coopération avec les gouvernements. Les organisations luttant contre les discriminations partent généralement d'un *a priori* négatif à l'égard de la puissance publique, pour la simple raison qu'elles estiment que si l'État et ses organes respectaient les droits fondamentaux de tous, la lutte incarnée n'aurait pas de raison d'être. Cependant, le CCIB a choisi d'adopter l'approche opposée et se base sur une longue tradition de dialogue, de partenariat et de confiance avec les diverses expressions du pouvoir public en Belgique. Selon un membre, *« cette coopération est importante et très positive »*. Le collectif est très présent dans le domaine politique et participe à de nombreux groupes de travail initiés par divers ministères fédéraux, communautaires et régionaux, sans oublier les pouvoirs locaux et les administrations. LEAD semble également avoir réussi à établir des relations de confiance avec diverses structures comme des institutions dédiées à l'insertion professionnelle et à l'aide aux entreprises. Ces collectifs musulmans ont ainsi réussi à « dédramatiser » leurs relations avec des institutions souvent considérées comme des « forteresses », par des acteurs issus de communautés immigrées. Pour Ras-El-Hanout, il aura fallu

beaucoup de temps avant d'être reconnu comme un acteur culturel important, mais à force de multiplier divers partenariats, la structure est de plus en plus reconnue, participe à des appels à projets, et parvient à en décrocher. La stratégie « *avec et non contre* », semble ainsi, dans une certaine mesure, favoriser la pérennité des collectifs et la légitimité de leur combat.

Approche partenariale. La multiplicité et la diversité des coopérations avec différents partenaires socioculturels, économiques et politiques (d'autres mouvements sociaux ou associations, syndicats, entreprises, institutions publiques, établissements scolaires, etc.) sont également susceptibles de renforcer le potentiel émancipateur des telles initiatives. Le CCIB « *essaie de trouver des alliés partout parce que le problème peut venir de partout* ». LEAD mentionne avoir « *réussi à mettre en place un travail empathique et transversal* » avec de multiples acteurs. Cette approche multipartite est importante pour les personnes interrogées, dans le sens où chaque acteur de la société doit contribuer à accueillir les diversités et à réduire les discriminations, que ce soit dans l'industrie, les institutions, les écoles, etc. Cette position est illustrée par un exemple développé par le président de LEAD : un projet en cours qui consiste à changer la dynamique dans les écoles dites en difficulté, en organisant des événements qui les mettent en lien avec des établissements scolaires des quartiers favorisés, pour élargir les horizons des élèves et ouvrir les écoles à la diversité, de part et d'autre.

Stratégies de sensibilisation. Les trois mouvements ont également développé des formes d'ateliers ou de formations visant à construire un dialogue entre les communautés musulmanes et le reste de la population belge, afin de déconstruire certains préjugés. Le manque d'espace de dialogue et de rassemblement citoyen est également perçu comme un obstacle au brassage. « *Les gens ne font que coexister et ne se fréquentent pas* ». « *Tant que nous continuerons à considérer la diversité comme un boulet et non comme une opportunité de passer à l'étape suivante, nous n'y arriverons pas* ». L'éducation à la diversité est donc essentielle et peut se distiller par le biais de formations, d'ateliers, d'espaces de partage et autres événements culturels.

Défis à l'horizon : essentialisation, légitimité, masse silencieuse et représentativité

De nombreux défis restent présents pour les trois mouvements citoyens mis sous la loupe. Un premier, mentionné par ces organisations est la lutte contre l'essentialisation. L'essentialisation vise à réduire les personnes de confession musulmane à la seule dimension de leur religiosité et considère que cette dernière ne peut évoluer. C'est l'une des raisons pour lesquelles LEAD s'est passé du premier nom de l'association : « Association Belge des Professionnels Musulmans ». L'épithète « musulman » est devenu un problème pour les dirigeants de la structure, à partir du moment où des questions sans lien avec l'objet social de l'initiative ont commencé à arriver, par exemple, lorsque la presse les contacte afin d'avoir leur avis sur les attaques terroristes. Le CCIB insiste également sur le fait que l'islamophobie n'est pas seulement un problème pour l'islam ou pour la place du religieux au sein de notre société, mais surtout un problème de droits fondamentaux, d'égalité et de liberté de conscience, soit les pierres angulaires de notre démocratie.

Dans ce cadre, la légitimité de parler en société en tant que musulman constitue un autre défi. Pour LEAD, il s'agit, par exemple, de montrer que les citoyens musulmans ont leur mot à dire sur la vie en société et en politique, et ne se préoccupent pas seulement de « *garer leur voiture devant les mosquées le vendredi* », comme s'ils n'avaient pas d'autres intérêts sociétaux. « *Il faut travailler deux fois plus pour le même résultat [...] Vous n'avez pas le droit de vous reposer sur vos lauriers [...] nous devons systématiquement justifier notre légitimité, nous devons gagner le droit d'être toujours à la table* ».

Un troisième défi rencontré par les associations rencontrées est la difficulté à atteindre la « *masse silencieuse* » de par leurs initiatives, et non de toucher toujours le même public acquis, qui se sent concerné ou convaincu par les questions abordées. Ceci est également lié au manque de visibilité et à la sous-représentation des organisations et initiatives musulmanes. Les personnes interrogées ont indiqué que leurs actions étaient souvent perçues soit comme de la victimisation, soit comme du communautarisme, mais qu'elles n'étaient jamais relayées comme des initiatives positives et responsables pour la société belge. L'angle d'approche reste le « *problème musulman* » et non la « *solution musulmane* ».

Un dernier défi mentionné lors des rencontres est que les musulmans — et surtout les musulmanes portant le foulard — ne sont pas assez visibles et représentés dans la société et que cela entrave leur inclusion sociale. Deux des femmes interrogées lors de ce travail ont déclaré que si les enfants étaient habitués à voir des femmes portant le foulard comme différents acteurs de la société — caissières, enseignantes, baby-sitters, conductrices de bus, pédiatres, etc. — ils grandiraient en considérant les musulmans comme des « *citoyens normaux* » qui font partie de la société. Ce manque de visibilité constitue un défi dans les deux sens du terme : non seulement les communautés non musulmanes ont du mal à accepter les différences, mais les femmes musulmanes elles-mêmes ont du mal à trouver leur place au sein d'une société qui a tendance à rejeter la diversité plutôt que de l'accueillir.

Discussion et recommandations en guise de conclusion

Atteindre la masse silencieuse. Une première observation faite au cours de cette recherche est qu'une variété d'initiatives existent déjà, et il semble que les communautés musulmanes soient très actives dans le domaine social, et en particulier en matière de projets visant à favoriser la participation sociale des musulmans en Belgique. L'un des plus grands défis semble cependant concerner la difficulté à atteindre la masse silencieuse, à savoir, la difficulté de gagner l'intérêt de la population belge qui pourrait développer des préjugés envers la population musulmane, mais à qui l'on ne propose guère d'autres types de discours. La priorité semble donc être d'atteindre la population générale avec des contenus divers et de la sensibiliser aux apports potentiels et avérés de la communauté musulmane à la Belgique.

Développer une politique de diversité. Créer un environnement symbiotique entre le monde politique et les communautés musulmanes n'est pas chose aisée. Néanmoins, les expériences analysées montrent la possibilité des coopérations et la solidité des partenariats existants. Il est essentiel de continuer à développer une approche multipartite des problématiques embrassées. L'accent doit être mis sur l'importance et sur les bénéfices des diversités dans différents secteurs de la société, en premier lieu dans le secteur de l'emploi et de la formation, mais également dans le milieu scolaire. Une convergence des luttes entre divers groupes exclus (sur base de marqueurs tels que religion, origines, statuts, etc.), ainsi qu'une lecture en termes d'intersectionnalité qui montre que les exclusions s'amplifient lorsqu'elles se combinent (personnes discriminées en tant que musulmanes, mais aussi en tant que femmes, etc.) sont nécessaires afin de renforcer l'efficacité des actions.

Conscientiser par l'éducation. Bien que les stratégies de plaidoyer, de lobbying et de dialogue interculturel soient de la plus haute importance, il est cependant nécessaire d'avoir des initiatives éducatives en arrière-plan. Cela est essentiel pour surmonter les blocages culturels auxquels la population belge est aujourd'hui confrontée. Il serait ainsi important de sensibiliser les citoyens, dès leur plus jeune âge, à la diversité et à la liberté de conscience, et de leur enseigner les bases des différentes religions et philosophies afin de construire leur vision de citoyenneté autour de valeurs d'accueil, d'empathie, de compréhension et de respect mutuels, dans un contexte de diversité humaine. L'initiative américaine « [Teaching Tolerance](#) » est ainsi une pratique exemplaire. Il s'agit d'une plateforme en ligne fournissant des ressources gratuites aux enseignants, administrateurs scolaires, conseillers pédagogiques et autres éducateurs travaillant avec des enfants de la maternelle à l'école secondaire. Le programme est axé sur les droits civils, la justice sociale et les préjugés, et vise à apprendre aux jeunes à les combattre. Il aborde un large éventail de sujets tels que la race et l'ethnicité, la religion, le sexe et l'orientation sexuelle, l'immigration, etc., et en particulier, l'approche des stéréotypes sur les musulmans, la compréhension du comportement et de l'habillement religieux, entre autres.

Renforcer les espaces de dialogue. Pour banaliser la présence des musulmans dans la société et pour profiter des bénéfices de la diversité, les communautés doivent se rencontrer. L'un des plus grands problèmes de la Belgique est que, malgré sa multiculturalité importante et préexistante à toute immigration, il n'y existe que peu d'espaces de dialogue et de rassemblement où les citoyens peuvent partager leurs préoccupations, perspectives et expériences au-delà de leurs diversités linguistiques, culturelles, ethniques, sociales, etc. Il s'agit pourtant d'une nécessité cruciale pour surmonter les blocages culturels vis-à-vis des diversités. Dans une société où les individus reçoivent la plupart de leurs informations par le biais des médias — qui peuvent renforcer les biais de perception à propos, notamment, des communautés musulmanes —, le manque de plateformes neutres est cruel et freine la possibilité d'engager des dialogues constructifs, ou simplement d'apprendre à se connaître. Il est important de développer de telles plateformes et de tels événements, à travers des centres socioculturels et des structures d'éducation permanente axées sur les échanges interculturels et interconfessionnels. On remarquera que les mosquées en Belgique ont déjà, pour certaines, un potentiel de mise en place de telles initiatives, même si des structures neutres ou pluralistes, ou encore publiques seraient probablement plus à même d'attirer un public plus large et plus varié. Si de telles initiatives sont organisées par l'État et soutenues par des personnalités politiques (assises, conventions, conférences, etc.), elles pourraient être davantage visibles et légitimes, et démontrer la sincérité des discours en matière d'inclusion sociale et culturelle.

Bibliographie

- Allievi S. (2005), « How the immigrant has become Muslim », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, v. 21, n° 2, p. 1-27.
- Brems E. (2020), « Discrimination against Muslims in Belgium », Saral M. and Bahçecik S. (éds), *State, religion and Muslims between discrimination and protection at the legislative, executive and judicial levels*. Leiden : Brill, p. 65-108.
- Bosser L. (2020), *The role of social movements and social enterprises in enhancing social inclusion. Case study of Muslims in francophone Belgium*, Maastricht : United Nations University.
- Frigoli G. et Ivaldi G. (2017), « L'extrême droite et l'islam : fractures idéologiques et stratégies électorales », *Hommes et migrations*, n° 1316, p. 27-34.
- Louati Y. (2015) « L'exception française », *Islamophobia Studies Journal*, v. 3, n° 1, p. 89-105.
- Manço U. (dir.) (2000), *Voix et voies musulmanes de Belgique*, Bruxelles : Publications des Facultés Universitaires Saint-Louis.
- Manço U. (dir.) (2004), *Reconnaissance et discrimination : présence de l'islam en Europe occidentale et en Amérique du Nord*, Paris : L'Harmattan.
- Manço U. (2009), « Islam and Muslims in Belgium », Nielsen J.-S. (dir.), *Yearbook of Muslims in Europe*, Leiden ; Brill, pp. 35-47.
- Mescoli E. (2019), « Countering Islamophobia in Belgium », Law I., Easat-Daas A., Merali A. et Sayyid S. (eds), *Countering Islamophobia in Europe. Mapping Global Racisms*, Londres : Palgrave Macmillan, p. 253-287.
- Perocco F. (2018), « Anti-migrant islamophobia in Europe. Social roots, mechanisms and actors », *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, v. 26, n° 53, p. 25-40.
- Šeta D. (2016), *Forgotten women : the impact of islamophobia on Muslim women*, Bruxelles : ENAR.
- Thomas M. et Pierson J. (éds) (1995), *Dictionary of social work*, Londres : Collins.
- Thompson N. (2003), *Theory and practice in human services*, Buckingham : Open University Press.
- Timmerman C. et coll. (2017), *Moroccan migration in Belgium : more than 50 years of settlement*, Centre of Migration and Intercultural Studies, Leuven University Press.
- Touag H. (2017). « Un paradoxe belge », *Hommes et migrations*, n° 1316, p. 49-56.
- Zemni S. (2011), « The shaping of Islam and islamophobia in Belgium », *Race & Class*, n° 53, p. 28-44.